

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT
DU 7 MARS 2018**

DS/LD

OBJET : 2.3 – ADMINISTRATION GENERALE – MODIFICATIONS REGLEMENT FONCTIONNEMENT SERVICES

L'an deux mille dix-huit, le sept du mois de mars à neuf heures, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Etaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,
M. Gilles DEVANCIARD, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,
M. Jacques CHARRIERE, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe MERINE, Vice-Président du Syndicat,

Mme Geneviève CHASTAGNIER, Vice-Présidente du Syndicat,
M. Stéphane CIVIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Joseph FALLOT, Vice-Président du Syndicat,
M. Patrice FLAMBEAUX, Vice-Président du Syndicat,
M. Max DIVOL, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-François CUTTIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Léon VIELLARD, Vice-Président du Syndicat,

Etait excusé :

M. Angelin RAMANMALI, Vice-Président du Syndicat,

Etait absent :

M. Christian FAUGIER, Vice-Président du Syndicat,

A été élu secrétaire de séance : M. Stéphane CIVIER

OBJET : 2.3 – ADMINISTRATION GENERALE – MODIFICATIONS REGLEMENT FONCTIONNEMENT SERVICES

(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et des délibérations du Comité Syndical en date du 26 mai 2014 et 3 juillet 2017).

Dans le cadre du passage en régies de nos services d'exploitation, un travail de relecture du règlement de fonctionnement des services syndicaux a été effectué. Certains aspects ont fait l'objet d'une homogénéisation avec les règles négociées dans le cadre de l'accord de transition anticipé, concernant les agents dont les contrats de travail ont été transférés de SAUR.

Une reprise en profondeur de nos différents règlements aura lieu en cours d'année 2018, suite aux travaux de la commission interne qui a été nommée à cet effet.

Dès aujourd'hui, il convient de procéder à deux modifications du règlement de fonctionnement des services voté fin 2016, et valable depuis le 1^{er} janvier 2017 ; ceci afin que ces modifications soient applicables dès que la délibération sera devenue exécutoire.

Il s'agit des modifications suivantes :

« Article 6 - Horaires de travail :

(...)

Les heures supplémentaires sont effectuées sur directive du responsable hiérarchique compétent. Les agents sont autorisés à accomplir des heures supplémentaires par le responsable hiérarchique soit ponctuellement soit pour accomplir des missions à caractère exceptionnel et ne se justifiant que par des contraintes spécifiques (*délibération du bureau syndical du 3 décembre 2008*).

Les heures supplémentaires ne sont pas payées mais récupérées, le repos compensateur étant ~~égal à la durée des travaux supplémentaires effectués~~, calculé à partir des coefficients de récupération suivants :

- 1,25 pour les 14 premières heures supplémentaires mensuelles
- 1,27 pour les heures suivantes.

Le repos compensateur est majoré de 100% en cas de travail de nuit (20 h – 6 h) et 66% en cas de travail les dimanches et jours fériés, ces deux majorations n'étant pas cumulables.

(...) »

« Article 10 - Autorisations exceptionnelles d'absence :

(...)

Pour éviter toute interprétation, les autorisations exceptionnelles d'absences font l'objet de congés exceptionnels accordés par l'autorité territoriale sur demande expresse de l'agent. Ces autorisations exceptionnelles d'absences sont les autorisations accordées de droit aux agents en remplissant les conditions en vertu d'une disposition légale ou réglementaire. ~~Lorsque l'évènement a lieu au-delà de 500 kms du lieu d'habitation, il est accordé aux agents 1 jour supplémentaire pour l'aller et 1 jour supplémentaire pour le retour, étant précisé que ces deux jours doivent être accolés aux congés exceptionnels accordés à l'agent pour ledit évènement.~~

Les autorisations exceptionnelles d'absences sont accordées aux agents titulaires, non titulaires, et contractuels et sont arrêtées comme suit (saut dispositions contraires du président) :

MOTIF DE LA DEMANDE	AUTORISATION MAXIMUM POUVANT ETRE ACCORDEE
Mariage de l'agent (1)	5 jours ouvrés
Mariage d'un enfant (1) (3)	3 jours ouvrés
Mariage des parents (1)	2 jours ouvrés
Mariage des frères et sœurs (1)	2 jours ouvrés
Décès du conjoint, compagnon, compagne, PACSé ou non (2)	5 jours ouvrés
Décès d'un enfant (3)	5 jours ouvrés
Décès des parents ou beaux-parents (4)	3 jours ouvrés
Décès gendre ou belle fille (5)	3 jours ouvrés
Décès grands-parents, frère ou sœur (6)	3 jours ouvrés
Décès oncle, tante, neveu, nièce (7)	1 jour ouvré
Maladie grave ou hospitalisation du conjoint ou d'un enfant à charge (3)	5 jours ouvrés (renouvelable 1 fois après accord de l'autorité territoriale)
Déménagement de l'agent	1 jour ouvré

- (1) ou signature d'un PACS en vie maritale
 (2) uniquement si PACSé en vie maritale
 (3) y compris les enfants de l'époux, de l'épouse, du compagnon, de la compagne, non PACSé ou PACSé uniquement en vie maritale
 (4) y compris les parents du compagnon, de la compagne, non PACSé ou PACSé uniquement en vie maritale
 (5) y compris les gendres ou belles-filles de l'époux, de l'épouse, du compagnon, de la compagne, non PACSé ou PACSé uniquement en vie maritale
 (6) y compris les grands-parents, frères ou sœurs de l'époux, de l'épouse, du compagnon, de la compagne, non PACSé ou PACSé uniquement en vie maritale
 (7) **y compris les oncles, tantes, neveux et nièces de l'époux, de l'épouse, du compagnon, de la compagne, non PACSé ou PACSé uniquement en vie maritale**

(...) »

Il est proposé au bureau syndical d'approuver les modifications ci-dessus indiquées en gras au règlement de fonctionnement des services en vigueur.

Dans sa séance du 15 février 2018, le comité technique a émis un avis favorable sur ce projet à la majorité.

Après en avoir délibéré, le bureau syndical, à l'unanimité des membres présents, **ADOpte** ces propositions.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME,

Le Président,

Jean PASCAL